



## « Crise de la globalisation : un monde en recomposition ? »

9h Mot d'accueil / Ouverture de la Conférence

### 9h10-10h15 Session sur l'Asie

Président de séance : Yves GOUDINEAU, Directeur des Etudes à l'Ecole Française d'Extrême-Orient et Professeur Invité à Wolfson College, Oxford.

9h15-9h45 : Intervention d'ALAN WINTERS, Professeur à l'Université du Sussex et Chef Economiste du Département du Développement International anglais (DFID).

#### *Crise financière et fragmentation : le cas de l'Asie*

Le terme de fragmentation revêt deux significations distinctes. En premier lieu il décrit comment les processus de production se sont recomposés au cours des deux dernières décennies. L'article examinera le degré de spécialisation verticale en Asie et dans le reste du monde et analysera son rôle dans la croissance du commerce et la création de bien-être économique. L'utilisation de tableaux entrées-sorties liés pour l'Asie permettra de mettre en lumière les relations entre les économies asiatiques et d'étudier les effets du découpage de la chaîne de valeur sur la vitesse et l'ampleur de la transmission de la crise financière. A première vue, ceci peut expliquer pourquoi la baisse des échanges commerciaux a été si importante par rapport à la réduction de la valeur ajoutée mais pas pourquoi cette baisse a été si forte par rapport aux échanges commerciaux eux-mêmes.

La transmission rapide de la crise, notamment en termes de hausse du chômage, et la pression politique imposée aux gouvernements pour les conduire à ne se soucier que de leur propre électoralat, font émerger la deuxième signification du terme fragmentation. L'intégration de l'économie mondiale s'étant déroulée presque sans interruption pendant soixante ans, il serait dommage d'assister à son démantèlement au cours des six prochains mois. L'article recensera les manifestations de cette tendance à la fragmentation depuis Septembre 2008, notamment en étudiant les restrictions au commerce. Il pointera les dangers d'une telle désintégration et proposera des réponses appropriées en termes de politique publique.

9h45-10h15 : échanges avec la salle

### 10h20-11h25 : Session sur l'Europe

Président de séance : Jean-Michel DEBRAT, Directeur Général Adjoint de l'AFD

10h25-10h55 : Intervention d'ANDRE SAPIR, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles

Une des conséquences majeures de la crise financière actuelle est l'émergence du G20 comme acteur clé de la gouvernance mondiale. Cette substitution au G7/8, « directoire mondial » autoproclamé et ne représentant que 15% de la population mondiale était devenu nécessaire du fait de son manque de légitimité. Elle laisse entrevoir une réforme de la gouvernance mondiale mise en place après la Deuxième Guerre Mondiale destinée à mieux refléter la réalité du XXIème siècle et la place des pays émergents et en développement.

L'Union Européenne semble a priori disposer d'un avantage comparatif pour aborder la question de la gouvernance mondiale dans la mesure où elle est elle-même un exemple de gouvernance internationale et que ses positions sont le résultat d'une agrégation de préférences nationales diverses. Cette diversité est également la principale faiblesse de l'Union Européenne, en particulier dans les domaines où elle ne parle pas d'une seule voix, ce qui est le cas notamment pour la finance. Ceci suggère que le rôle que l'Union Européenne pourra effectivement jouer sur la réforme de la gouvernance mondiale dépendra de sa capacité à réformer sa propre gouvernance.

En plus de l'agenda international de l'Union Européenne, la crise financière a mis en lumière l'importance de son agenda régional. La crise actuelle présente en effet des enjeux importants pour les modèles économiques et les modes de régulation sociale mis en place depuis les années 90 dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale et dans les pays de la CEI. A cette occasion, les pays de la zone Euro (et plus largement de l'Union Européenne) ont eu des difficultés à traiter les problèmes des pays voisins alors que ces pays ont un caractère crucial pour la prospérité européenne.

L'article analysera la réaction de l'Union Européenne aux défis internationaux et régionaux soulevés par la crise et mettra en évidence les changements requis dans sa gouvernance interne pour lui permettre de mieux s'impliquer dans la gouvernance régionale et internationale.

**10h55-11h25** : échanges avec la salle

**11h25-11h40** : Pause

### **11h40-12h45 : Session sur le Maghreb et le Moyen-Orient**

Président de séance : Bassma KODMANI, Directrice de l'Arab Reform Initiative

**11h45-12h15** : Intervention de MUSTAPHA NABLI, Conseiller senior à la Banque Mondiale

#### ***Fragmentation et lignes de faille dans l'espace arabo-euro-méditerranéen***

Au cours des vingt dernières années, l'expérience du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord en termes de développement, et plus largement celle du monde musulman, ainsi que leur relation avec l'Europe (et le reste du monde) révèlent un certain nombre de changements importants qui font apparaître une plus grande fragmentation et des lignes de faille plus profondes. L'article s'attachera à analyser cette question selon trois dimensions.

Tout d'abord, l'espace institutionnel de coopération économique et de coordination a évolué de manière significative. Il est devenu beaucoup plus complexe et fragmenté à la fois au sein de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MOAN), au sein de l'espace euro-méditerranéen et aux Etats-Unis.

De plus, différents groupes de pays de la région MOAN ont connu des résultats économiques et sociaux très divers, du fait de plusieurs facteurs importants tels que des réformes intérieures spécifiques, les situations politiques et les conditions de sécurité, et enfin l'environnement

régional et mondial (dont les prix des commodités). En conséquence, les divergences se sont accrues à l'intérieur de la région et relativement à l'Europe.

Enfin, plusieurs sujets de tension politique ont émergé entre l'Europe et les pays de la région MOAN, au nombre desquels les flux migratoires figurent en première place. Les dynamiques de population ont suscité un fort potentiel de complémentarité et de gain grâce à la hausse des flux migratoires entre cette région et le reste du monde, notamment l'Europe. Néanmoins, les dynamiques politiques ont œuvré en sens inverse, en imposant des restrictions aux mouvements des personnes. La position ambiguë des pays occidentaux, qui prônent la mondialisation, l'ouverture au commerce et aux flux de capitaux mais contraignent la mobilité des individus met à jour une ligne de faille majeure : la rupture entre la « peur » d'un côté et la « possibilité de l'espoir » de l'autre.

**12h15-12h45** : échanges avec la salle

**12h45-14h** : Pause-déjeuner

### **14h-15h05 : Session sur l'Afrique**

Président de séance : Martin BALEPA, Directeur Général d'Afristat

**14h05-14h35** : Intervention de FRANCOIS BOURGUIGNON, Directeur de l'Ecole d'Economie de Paris et PIERRE JACQUET, Chef Economiste à l'AFD

#### ***Quel modèle de croissance pour l'Afrique subsaharienne ?***

L'Afrique sub-saharienne est probablement le continent le plus dépendant du processus de mondialisation, ce qui fait qu'il souffre particulièrement de son insuffisante insertion dans les flux de l'économie mondiale. La dynamique économique ne semble pas valider l'existence d'une région géopolitique naturelle qui rassemblerait l'Europe et le continent africain. L'attrait des rentes minières, pétrolière et agricoles ne connaît pas les logiques régionales et maintient par ailleurs l'Afrique sub-saharienne dans les pièges d'une économie de rente. La croissance récente et soutenue du sous-continent, entre le milieu des années 1990 et 2008, doit s'interpréter dans ce contexte : reflète-t-elle un phénomène essentiellement conjoncturel, lié à une phase de rattrapage à la suite de chocs antérieurs ou à la hausse des prix des matières premières, ou traduit-elle une rupture structurelle ? Notre papier fera le lien entre la situation géopolitique de l'Afrique subsaharienne et la problématique de la croissance à long terme du sous-continent pour questionner le modèle de croissance africain autour de trois questions essentielles : Est-il envisageable que le modèle de croissance africain soit différent de celui des pays développés et des pays asiatiques ? Comment surmonter les contraintes qui pèsent sur le développement agricole et inventer les contours d'une autre « révolution verte » en Afrique ? Comment penser une phase d'industrialisation tardive dans un contexte où les pays d'Asie s'accaparent les marchés avec une main d'œuvre abondante, formée et peu coûteuse ? Il déboucherait naturellement sur le rôle et les responsabilités de l'Union européenne en matière de politiques commerciales, financières, migratoires et d'aide au développement.

**14h35-15h05** : échanges avec la salle

### **15h10-16h15 : session sur l'Amérique Latine**

Président de séance : Ernesto CORDERO, Ministre du Développement Social du gouvernement mexicain.

**15h15-15h45** : Intervention de CARLOS WINOGRAD, Chercheur Associé à l'Ecole d'Economie de Paris et ancien Secrétaire d'Etat à la concurrence, la régulation et la défense du consommateur en Argentine.

***Fragmentation, Mondialisation et Amérique latine: de la crise financière aux défis pour les générations futures.***

L'émergence économique des pays très peuplés d'Asie constitue un choc pour le sentier de développement humain de la planète. La croissance rapide et la transformation sociale de la Chine, de l'Inde et des autres pays d'Asie où près de la moitié de la population mondiale est soumise à des changements profonds mettent les autres pays du monde face à des défis majeurs.

L'homogénéisation attendue des mœurs culturelles et des systèmes politiques n'a finalement pas été un phénomène harmonieux conduisant à une convergence progressive. Les tensions nées de cette tendance sont apparentes dans toutes les régions du monde, les pays développés occidentaux comme les pays émergents et en développement.

La présentation s'attachera à décrire les changements actuels affectant les moteurs du développement mondial, du point de vue de l'Amérique Latine. L'impact d'une interdépendance économique accrue, des dynamiques commerciales, de la géographie ainsi que le défi posé par une nouvelle hiérarchie des puissances mondiales sont des changements significatifs pour les pays latino-américains. Cette extension de l'hémisphère occidental, très homogène à première vue, en ce qui concerne la culture, la religion et la langue, a adopté un cadre politique démocratique au cours des dernières décennies. Néanmoins, les disparités entre pays et les tensions potentielles à l'intérieur des pays sont loin d'être négligeables et peuvent menacer l'équilibre de leur sentier de développement.

Partant de l'impact de la crise financière actuelle sur les économies d'Amérique Latine, la présentation analysera quels sont les défis à venir pour les prochaines générations posés par les tendances inhérentes au développement mondial. Elle se concentrera en particulier sur les sujets suivants : l'alimentation, l'environnement, l'énergie et la gouvernance.

**15h45-16h15** : échanges avec la salle

**16h15-16h30** : Pause

**16h30-17h30 : Table ronde de conclusion**

Daniel Cohen, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure et à l'Ecole d'Economie de Paris

Ahmed Galal, Directeur de l'Economic Research Forum au Caire

David Held, Co-directeur du Center for the Study of Global Governance à la London School of Economics

Justin Lin, Chef Economiste de la Banque Mondiale

Jean-Philippe Platteau, Professeur à l'Université de Namur

**17h30** : Clôture par Jean-Michel Severino, Directeur Général de l'AFD